



### Union de l' festival du film Européenne

1<sup>er</sup> Festival du Film de l'UE

#### SOMMAIRE

*Promotion des droits des femmes djiboutiennes*

*Aide de l'UE aux réfugiés yéménites*

*Soutien aux collectivités rurales de Djibouti*

*Projets d'autonomisation des régions rurales*

*Journée de la diplomatie climatique*

*SHARE : Résilience des populations agropastorales*

*Fête de l'Europe 2015*

*AMCC : Alliance mondiale contre le changement climatique*

*Table-ronde sur la migration*

*Forum Femmes et paix*

*Insertion économique des personnes à mobilité réduite*

*Droit international de la migration*

*Opération ATALANTE*

**DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE  
EN RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI ET AUPRÈS  
DE L'IGAD**

Quartier du Héron, B.P. 2477, Djibouti

Tel.: +253 21 35 26 15

Fax: +253 21 35 00 36

E-mail: [delegation-djibouti-pressinfo@eeas.europa.eu](mailto:delegation-djibouti-pressinfo@eeas.europa.eu)

Website: [http://eeas.europa.eu/delegations/djibouti/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/djibouti/index_fr.htm)



#### EDITO

Dans cette 5<sup>ème</sup> édition de notre Lettre d'information, nous avons essayé de résumer les principales activités de l'Union Européenne à Djibouti ces derniers mois. En plus de notre travail habituel sur les projets de coopération, nous avons abordé de nouveaux domaines, comme les conséquences du changement climatique dans le contexte de la COP21 qui a eu lieu en décembre à Paris, et comme la question de l'important accroissement du flux migratoire vers les pays de l'Union Européenne. A la fin de 2015, la Mission Eucap Nestor, qui avait travaillé depuis et avec Djibouti pendant plusieurs années a mis le cap sur la Somalie où les besoins de soutien dans le domaine de la sécurité maritime sont énormes. L'opération Atalante de l'Union Européenne reste présente à Djibouti, avec un bilan impressionnant pour 2015 où aucun navire n'a été capturé par des pirates dans le golfe d'Aden et dans l'Océan Indien.

En novembre dernier, la Délégation de l'Union Européenne a organisé le premier festival du film européen à Djibouti, en coopération avec l'Institut français. Grâce à vous ce fut un énorme succès pour les 12 films de fiction ou documentaires présentés par des pays européens, ce qui nous encouragera à organiser une deuxième édition en 2016. Cet événement a été complété par un concours sur le cinéma européen sur la page Facebook de la Délégation, que j'invite celles et ceux d'entre vous qui n'en

sont pas encore des visiteurs réguliers à découvrir. Avec à ce jour plus de 15 000 amis, notre page Facebook est devenue l'une des plus populaires non seulement à Djibouti mais parmi les pages Facebook de l'ensemble des quelque 140 Délégations de l'Union Européenne dans le monde.

L'un des thèmes sur lequel nous avons beaucoup travaillé dans la deuxième partie de 2016 avec nos partenaires de la société civile djiboutienne a été l'amélioration de la résilience en milieu rural, c'est-à-dire la capacité pour les exploitations agropastorales et les familles rurales de s'adapter aux chocs tels que les vagues de sécheresse ou autres chocs climatiques. Nous travaillons sur cette dimension par des subventions à des acteurs djiboutiens et par une coopération avec l'IGAD dans le cadre du programme régional SHARE.

Enfin, comme le reste de la communauté internationale, l'Union Européenne a apporté, via son agence d'aide humanitaire ECHO, une réponse à l'accueil par Djibouti de réfugiés chassés du Yémen par la guerre.

Je souhaite que vous ayez plaisir à parcourir cette Lettre d'information !

JOSEPH SILVA

Bonne lecture!



*1<sup>er</sup> Festival du Film de l'Union Européenne*

La Délégation de l'Union Européenne à Djibouti, en coopération avec l'ambassade de France, l'ambassade d'Allemagne et d'autres ambassades européennes basées en Ethiopie, a organisé pour la première fois à Djibouti en novembre dernier la projection de films venus de 12 pays Européens.

Le festival a connu un très vif succès, avec plus de 1500 spectateurs qui ont profité d'une entrée libre ainsi que de lots à l'occasion d'un quiz organisé sur la page Facebook de la Délégation et d'un tirage au sort lors de la clôture du festival. Au cours du festival, la Délégation de l'UE a souhaité mettre aussi en valeur les œuvres de cinéastes ou futurs cinéastes djiboutiens. Chaque séance s'est donc ouverte par la diffusion d'un court métrage djiboutien et, lors de notre soirée d'ouverture, nous avons

eu le plaisir de diffuser "Laan" de la cinéaste djiboutienne Lula Ismail.

Au programme de cette première édition, le dernier film des frères Dardenne, *Deux jours, une nuit*, le film autrichien *Pour un instant, la liberté*, une magnifique biographie avec le film italien *Leopardi*, de l'histoire contemporaine avec le film suédois *Palme* sur l'ancien Premier ministre suédois et le film suisse *Capitaine Thomas Sankara*, une histoire émouvante avec le film espagnol *Le grand-père*, une odyssée musicale avec le film luxembourgeois *Retour à Gorée*, avec Youssou N'dour, une œuvre drôle et poétique de l'inclassable cinéaste finlandais Aki Kaurismäki, *Le Havre*, un film finlandais *Finn* qui a fait la joie du jeune public, ou encore un documen-

-taire portugais passionnant sur le quotidien dans un cimetière du Caire devenu une ville dans la ville, *La Cité des morts*. Le festival fut ouvert le samedi 21 novembre avec le film français *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu?* et clôturé le samedi 28 novembre avec le film allemand *Oh Boy*.



## Promotion des droits des femmes djiboutiennes

Le mercredi 20 mai 2015, l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti, M. Joseph Silva et la directrice de la Promotion du Genre, Mme Choukri Houssein Djibah ont présidé la cérémonie de lancement d'un projet de l'ONG "Strategic Initiative for the Horn of Africa" (SIHA) en collaboration avec l'Association djiboutienne ROUMANE. Ce projet financé par l'Union Européenne à hauteur de 143 000 euros, soit environ 28 millions de francs Djibouti, a pour but de renforcer la capacité des organisations de la société civile de défendre les droits et intérêts économiques des femmes djiboutiennes.



Le projet « Donner la parole aux femmes pour la promotion et la défense de leurs droits à Djibouti » vise à renforcer les compétences entrepreneuriales nécessaires à l'amélioration de l'autonomie financière des femmes. Il s'inscrit dans le cadre d'une subvention de 434 000 euros, soit 87 millions de francs Djibouti pour l'intervention en République de Djibouti en faveur du soutien des droits collectifs des femmes, des personnes handicapées et le droit à la liberté d'expression de l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme.

Une des principales actions de l'ONG SIHA et de l'Association Roumane consistera à organiser des ateliers de formation sur la gestion de projets pour plusieurs organisations de la société civile. Les autres actions comprendront l'organisation d'ateliers sur les droits des femmes, d'ateliers de formation en gestion de petites entreprises à destination de 150 femmes impliquées dans le commerce informel et la tenue de campagnes publiques de sensibilisation sur l'égalité des genres. Le projet vise non seulement à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes afin de renforcer la protection des droits des femmes mais aussi à augmenter l'influence économique des femmes et leur insertion professionnelle.

## Aide de l'UE aux réfugiés yéménites à Djibouti

En août 2015, l'agence humanitaire ECHO de l'Union Européenne a fait un don de 12 millions d'euros (2,3 milliards de francs Djibouti) pour venir en aide aux populations affectées par la crise au Yémen. Cette aide humanitaire inclut deux enveloppes spécifiques d'un million d'euros (193 millions de francs Djibouti) chacune pour, d'une part, les réfugiés yéménites à Djibouti et, d'autre part, les rapatriés vers la Somalie.

Sur ces 12 millions d'euros, 10 millions seront utilisés pour fournir des compléments nutritifs, des aliments, des médicaments, de l'eau, du matériel d'assainissement, des abris, des articles ménagers d'urgence et une protection aux personnes vulnérables au Yémen. 2 millions d'euros seront répartis à parts égales entre Djibouti et la Somalie pour répondre aux besoins prioritaires des réfugiés qui y sont arrivés.



## Soutien aux collectivités rurales de Djibouti



Renforcer les communautés rurales pour améliorer la sécurité alimentaire et mieux préserver les ressources naturelles: c'est l'objet d'un projet de 36 mois de l'ONG SOS Sahel, en coopération avec l'association Ecologie du Village, lancé le mercredi 1 juillet 2015, au Palais du Peuple, en présence de l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti M. Joseph Silva et de M. Ahmed Mohamed Ali, Directeur de l'Agriculture et des Forêts.

L'UE va consacrer 450 000 euros, soit près de 90 millions de francs Djibouti, à ce projet par lequel SOS Sahel et Ecologie du Village amélioreront les compétences des coopératives et groupements agropastoraux en vue du développement de services de proximité (magasins de stockage, magasins d'intrants), de micro-jardins et de jardins oasiens, de mini-fermes de production caprine et avicole et de sites d'apiculture. L'un des objectifs à plus long terme est d'encourager toutes les coopératives rurales djiboutiennes à donner plus d'importance au maraîchage, à l'aviculture et à l'apiculture. Le projet prévoit aussi d'aider à l'accroissement de la production fourragère, ainsi que de transmettre des techniques permettant de mieux conserver les sols et les ressources en eau.

Les actions se dérouleront dans deux localités de la région de Dikhil (As-Eyla et Sissalou), dans quatre localités de la région de Tadjourah (Adailou, Dafenaitou, Guirori et Randa) et dans trois localités de la région d'Obock (Orobor, Assassan et Oulma). Les principaux bénéficiaires en seront les coopératives agropastorales d'As-Eyla et de Guirori, le groupement de femmes d'Oulma, le groupement de femmes d'Orobor et les associations partenaires Caravane du Gobaad et Action Plus Obock. Au total, ce sont près de 70 000 personnes qui bénéficieront à un titre ou un autre des retombées de ce projet.

## Projet d'autonomisation des régions rurales

Un nouveau projet de développement agropastoral a été lancé le jeudi 4 juin 2015 à Tadjourah, en présence du Préfet de la région, M. Abdoulmalik Mohamed Banoita, du Président du Conseil régional de Tadjourah, M. Hassan Houssein Omar, de l'Ambassadeur de l'Union Européenne, M. Joseph Silva, et des représentants de l'ONG Action contre la Faim (ACF) et de l'Association Ecologie du Village (EVA). Ce projet, financé par l'Union Européenne à hauteur de 450 000 Euros, soit 90 millions francs Djibouti, a pour objectif de renforcer les capacités des communautés agropastorales à diversifier leurs sources de revenus et ainsi à devenir plus autonomes et plus aptes à lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire.

Ce projet a été sélectionné dans le cadre d'un programme de soutien de l'UE aux acteurs non-étatiques et aux autorités locales pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la création d'emplois par une gestion viable des ressources naturelles. Pendant les 36 prochains mois, les populations rurales de la région de Tadjourah, mais également des régions d'Obock et de Dikhil, vont être formées aux techniques avicoles en vue de la création d'une ferme communautaire et de 70 poulaillers familiaux, formées aux techniques d'apiculture pour diversifier leur production, et formées à la meilleure gestion des coopératives, tandis que vont être créés de nouveaux périmètres agricoles.



Avec le préfet de Tadjourah

Les associations partenaires que sont Egueh-Kala et la Caravane de Développement auront un rôle important dans la réalisation de cet ambitieux projet.

A travers les nombreuses activités mises en œuvre, le projet d'ACF et l'association djiboutienne EVA contribuera à la réduction de la pauvreté et de la malnutrition des populations rurales vulnérables de Djibouti par le développement de productions complémentaires au pastoralisme, et le renforcement des capacités locales.

Pour assurer l'utilisation la plus efficace de cette aide, les gestionnaires financiers et opérationnels des associations bénéficiaires ont reçu une formation sur les procédures contractuelles de l'UE par l'équipe de la Délégation de l'UE à Djibouti.



L'Institut des Etudes Diplomatiques (IED) a accueilli le 17 juin 2015 une conférence-débat sur la coopération entre l'Union Européenne et la République de Djibouti pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets à Djibouti et dans la région IGAD. Cet événement, co-présidé par S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Porte-parole du Gouvernement, et S.E.M. Joseph Silva, Ambassadeur de l'Union Européenne, a permis de

faire le point sur les projets à Djibouti destinés à répondre aux dommages causés par le réchauffement de la planète, en particulier dans le domaine agricole, et d'étudier comment Djibouti pourrait mieux mobiliser les mécanismes internationaux existants et nouveaux pour diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Cette Journée de la diplomatie climatique a été organisée dans la perspective de la réunion en décembre des Etats parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dite "COP21".



Outre S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf sont intervenus lors de ce débat M. Dini Abdallah Omar, Secrétaire général du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement et Président du Comité national chargé de la préparation de Djibouti à la COP21, des représentants des nombreux ministères et agences gouvernementales, des partenaires des agences de développement, ainsi qu'un expert en charge du projet Alliance Mondiale contre le Changement Climatique à Djibouti (AMCC).



Ce projet soutenu par l'Union Européenne à hauteur de 3 millions d'euros soit 600 millions de francs Djibouti, vise à mettre en œuvre des actions d'adaptation dans le domaine de l'agriculture, avec la création d'une parcelle pilote de 25ha d'agriculture irriguée par les eaux traitées de la station d'épuration de Douda, un appui aux exploitants des jardins de Douda en vue de réduire leur vulnérabilité aux aléas climatiques, ainsi que l'utilisation dans la Réserve Naturelle de Douda des eaux traitées par la station d'épuration.



Le 16 septembre 2015, un atelier de travail sur le projet SHARE

– Systèmes pastoraux a réuni au Palais du Peuple le ministre de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage et des Ressources Halieutiques, S.E.M. Mohamed Ahmed Awaleh, l'Ambassadeur de l'Union européenne à Djibouti, S.E.M. Joseph Silva et la Représentante Résidente de la FAO, Mme Emmanuelle GuerneBleich. Financé par l'Union Européenne à hauteur de 5,9 millions d'euros, soit 1,4 milliard de francs Djibouti, ce projet a pour objectif de sécuriser les systèmes pastoraux en améliorant la résistance et les moyens d'adaptation des populations rurales aux nouveaux défis liés aux changements climatiques et à d'autres transformations structurelles de leurs conditions de vie et de production.

Le projet SHARE – Systèmes pastoraux est mis en œuvre par la FAO en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture. L'élevage pastoral est le premier moyen de subsistance d'un quart de la population djiboutienne. L'engagement de l'Union Européenne à travers cet important projet est d'apporter une réponse durable aux difficultés des communautés agropastorales victimes des aléas climatiques et environnementaux, et d'un écosystème structurellement fragile, par la mise en place de solutions durables pour prévenir en particulier les risques de malnutrition chronique.

Sur une durée de quatre ans sont ainsi prévues des actions comme la réhabilitation des points d'eau existants, la restauration des sols fragilisés et le reboisement, mais aussi un appui à l'administration djiboutienne afin de renforcer les services en charge de l'élevage et de l'eau.



En outre, le projet contribuera à une diversification de l'élevage et à une meilleure commercialisation des produits de l'élevage par les communautés agropastorales.

La résilience est aussi une dimension forte de la coopération régionale avec l'IGAD. SHARE - Système pastoraux n'étant qu'un des volets de l'initiative SHARE.

## Journée de l'Europe 2015

A l'occasion de la Journée de l'Europe 2015,

l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti, M. Joseph Silva a convié plus de deux cents personnes, représentants du gouvernement et de l'opposition, membres du Parlement, personnalités culturelles, représentants des organisations de la société civile et des organisations internationales, à la traditionnelle réception à la Résidence de l'Union Européenne, le samedi 9 mai 2015.

Pour commémorer cette journée, l'Union Européenne à Djibouti a également organisé une conférence-débat sur la politique étrangère et de sécurité européenne dans la Corne de l'Afrique à l'Institut des Etudes Diplomatiques (IED) en présence de S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, porte-parole du Gouvernement. Des cadres de l'administration djiboutienne et des représentants de l'IGAD figuraient parmi les participants. Cet événement confirme le solide partenariat entre l'UE et l'IED, qui accueille depuis quelques mois des formations financées par l'Europe.

L'Ambassadeur a exposé l'approche stratégique de l'UE dans la région et répondu aux questions des participants. Lors de l'ouverture de l'événement, l'Ambassadeur Silva a rappelé que la "Corne de l'Afrique constitue un terrain malheureusement privilégié de politique étrangère et de sécurité pour les acteurs globaux comme les Etats-Unis, la Chine et l'Union Européenne car les défis s'ajoutent aux défis : difficile reconstruction de la Somalie, massacres et famines au Soudan du Sud, menaces terroristes, guerre au Yémen".



Les effets du réchauffement de la planète s'annoncent dramatiques, en particulier pour les pays littoraux et les pays déjà menacés par la sécheresse et l'insécurité alimentaire. Afin d'aider Djibouti à mettre en œuvre des projets d'adaptation et à s'intégrer dans les mécanismes internationaux d'atténuation, l'Union Européenne soutient le projet "Alliance Mondiale contre le Changement Climatique à Djibouti". L'atelier de lancement a eu lieu le 11 mai 2015 à l'hôtel Sheraton en présence de S.E.M. Mohamed Moussa Ibrahim Balala, Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement, de S.E.M. Ali Yacoub Mahamoud, Ministre de l'Energie, chargé des Ressources naturelles et de S.E.M. Joseph Silva, Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti.

Djibouti est aujourd'hui en première ligne quant aux effets dévastateurs du changement climatique.

Le projet, d'une valeur de 3 millions d'euros soit 600 millions de FDJ, vise à mettre en œuvre des mesures d'adaptation dans le domaine de l'agriculture et à renforcer la capacité du gouvernement de la République de Djibouti à s'inscrire activement dans les mécanismes de lutte contre le changement climatique, tant sur le plan de l'adaptation que celui de l'atténuation. Sa durée est de 24 mois.

Le volet agricole et environnemental permettra la création d'une parcelle pilote de 25ha d'agriculture irriguée par les eaux traitées de la station d'épuration de Douda, la préparation d'un cadre légal pour l'utilisation des eaux usées traitées dans le cadre agricole et un appui aux exploitants des jardins de Douda en vue de réduire leur vulnérabilité aux aléas climatiques, et en particulier au stress hydrique et à la salinisation de l'eau et des sols.



L'appui institutionnel, principalement à destination de l'Agence Djiboutienne de Maîtrise de l'Energie (ADME), prévoit la formation des cadres de l'administration djiboutienne aux mécanismes prévus par la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique, ainsi que la préparation d'un plan de promotion de l'efficacité énergétique et d'une stratégie de communication et d'éducation aux économies d'énergie, la construction d'un bâtiment bioclimatique pilote, et le renforcement des compétences des porteurs de projets pour accéder aux financements disponibles pour le développement des énergies renouvelables et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto (Mécanismes de Développement propre "marché carbone").

L'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC), une initiative lancée en 2007 par la Commission Européenne, a pour objectif d'approfondir le dialogue et la coopération en matière de changement climatique entre l'Union Européenne et les Pays les Moins Avancés, qui sont les plus touchés par les effets dévastateurs du changement climatique.



## Table-ronde sur la Migration

L'Union Européenne et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ont organisé le 8 novembre 2015 une table-ronde à l'Institut des Etudes Diplomatiques sur la question des migrations, quelques jours avant le Sommet de Malte des 11 et 12 novembre. L'évènement a été co-présidé par S.E.M. Mahamoud Ali Youssouf et S.E.M. Joseph Silva. Ont notamment participé aux discussions l'Ambassadeur d'Allemagne, ainsi que les Secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur et de la Santé, et le Coordinateur national pour la migration.

L'Union Européenne a consacré à la question de la migration plus d'un milliard d'euros entre 2004 et 2014, finançant 400 projets, dont la moitié en Afrique. Elle veut mettre en œuvre une coopération gagnant – gagnant avec l'Afrique.

La migration est ainsi un axe important de la programmation du Fonds Européen de Développement 2014-2020 de l'UE, nationale, régionale (25 millions d'euros dans enveloppe transrégionale) et panafricaine (344 millions d'euros sous l'Instrument de Coopé-

-ration au Développement). L'identification des priorités pour la programmation est faite en accord avec les pays, les régions concernées et l'Union Africaine. Plusieurs projets de l'Union Européenne dans ce domaine bénéficient à Djibouti, dont un projet de l'UNODC sur la justice pénale contre le trafic de migrants (0,85 millions d'euros) et un projet de l'OIM sur les enfants migrants dans le golfe d'Aden (1,2 millions d'euros). S'y est ajoutée ces dernières années la formation de la Garde-Côtes par la Mission de l'UE EUCAP Nestor.

Lancé en novembre 2014 à Rome sur le modèle du Processus de Rabat, le Processus de Khartoum est un mécanisme visant à améliorer le dialogue sur tous les aspects de la migration et pour identifier des priorités communes en vue de mettre en œuvre des coopérations opérationnelles. Djibouti a vocation à devenir un partenaire actif du Processus de Khartoum et à bénéficier des outils de soutien qui lui sont associés, notamment dans le cadre du nouveau Fonds fiduciaire de l'UE. Djibouti doit dans les prochains mois identifier des propositions concrètes en ligne avec les priorités du Processus de Khartoum.



## UE - IGAD : Forum Femmes et Paix

L'Ambassadeur Joseph Silva a participé au lancement du Forum "Femmes et Paix" qui a eu lieu le 25 octobre 2015 à l'hôtel Kempinski, en présence de S.E. Mme Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'Union Africaine, de S.E.M. Abdoukader Kamil Mohamed, Premier Ministre, de S.E.M. Mahamoud Ali Youssouf, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale, de S.E. Mme Hasna Barkat Daoud, Ministre de la Promotion de la Femme et du Planning familial chargé des Relations avec le Parlement et de S.E.M. Mahboub Maalim, Secrétaire Exécutif de l'IGAD.



## Atelier de formation sur le droit international de la Migration

L'Ambassadeur Joseph Silva est intervenu le 15 novembre 2015 à l'ouverture d'un atelier de formation de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) sur le droit international de la migration et les enfants migrants. La session a été l'occasion d'évoquer les droits des migrants en général et les droits des migrants mineurs en particulier. La République de Djibouti a signé et ratifié le Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant de 1989, dont l'article 22 crée une obligation particulière de protection des enfants migrants. Cependant, pour la mise en œuvre de cette obligation, il reste à mettre en place des procédures, à former des équipes, à pleinement informer la police et la justice de leur devoir et à en tirer les conséquences. Afin de mener à bien ce projet, l'Union Européenne soutient l'OIM par une subvention de 1,2 million d'euros, soit 230 millions de francs Djibouti.



## Projets de l'UE à Djibouti et dans la région de l'IGAD

Projets	Financement UE	Objectifs
Programme d'investissements pour l'assainissement liquide et la gestion des déchets solides de la ville de Djibouti	EUR 17.700.000.00	Traitement des eaux et des déchets solides
Inland Water Resources Management in the IGAD region	EUR 14.700.000.00	Développement régional - Secteur de l'eau
Renforcement de l'interconnexion électrique Ethiopie-Djibouti	EUR 12.000.000.00	Amélioration de la disponibilité de l'énergie électrique
Prolongement de la réhabilitation du Corridor Sud (Carrefour d'Arta-Guéliélé) sur 10.2km	EUR 7.500.000.00	Développement régional - Secteur infrastructures
Facilité de Coopération Technique IV (FCT IV)	EUR 1.500.000.00	Assistance Technique
Production Eau Potable par dessalement et Energie Renouvelable (PEPER) - composante	EUR 57.500.000.00	Eau potable
Biodiversity Management Programme in the IGAD Region	EUR 14.000.000.00	Développement régional - Secteur Ressources Naturelles
Animal Disease Surveillance in Support of Trade in IGAD Member States	EUR 6.000.000.00	Développement régional - Secteur Agriculture
Programme to Promote Regional Maritime Security (MASE)	EUR 37.499.260.00	Sécurité maritime
Alliance Mondiale contre le Changement Climatique à Djibouti - Réponses au changement climatique dans les secteurs de l'énergie et de l'eau	EUR 3.000.000.00	Préservation de l'environnement
Initiative OMD: Assainissement liquide à Balbala	EUR 5.500.000.00	Traitement des eaux
Regional integration Support Programme 3 (RISP3) - IGAD	EUR 2.000.000.00	Développement régional - Secteur Gouvernance
Programme d'appui à la mise en œuvre de la coopération Djibouti - UE	EUR 2.000.000.00	Gouvernance
Supporting Horn of Africa's Resilience - Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PSSP) à Djibouti	EUR 6.000.000.00	Agriculture
Supporting Horn of Africa's Resilience - Amélioration de l'accès à l'eau potable à Djibouti	EUR 8.000.000.00	Agriculture

## Projet d'insertion économique des personnes à mobilité réduite

Conduit par l'ONG Défap en collaboration avec l'Eglise Protestante de Djibouti, le projet d'insertion par la formation à l'informatique, à la recherche d'emploi et à la création de microentreprises, d'une durée de 24 mois, a été lancé le lundi 9 novembre 2015 en présence de l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti, S.E.M. Joseph Silva. Il est financé par l'Union Européenne à hauteur de 150 000 euros, soit 29 millions de francs Djibouti.

Cette action inclut l'organisation de cours de remise à niveau de français et d'anglais, de cours de maîtrise des outils informatiques en vue de la gestion d'un réseau, ainsi qu'une formation pratique aux démarches d'entrepreneuriat et une préparation des jeunes à l'accès à l'emploi, y compris la recherche de stages et la promotion des participants auprès d'employeurs potentiels.

Lors de son intervention à la cérémonie de lancement, l'Ambassadeur Silva a souligné que "le handicap n'est pas inéluctablement un obstacle à la réussite. Il ne le doit pas et nous devons agir quand nous le pouvons", ajoutant : "Avec ce don, l'Union Européenne confirme qu'elle est aux côtés du peuple djiboutien pour répondre à ses besoins les plus urgents. C'est pour cette même raison que nous avons plus que doublé l'enveloppe d'aide à Djibouti, exclusivement sous forme de dons, pour la période 2014-2020 pour la porter à 105 millions d'euros avec pour priorités l'eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la résilience."



Le projet s'inscrit dans le cadre d'un appel à propositions en faveur des droits collectifs des femmes, des personnes handicapées et de la liberté d'expression sous l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'homme.

Il aide spécifiquement la République de Djibouti à respecter son engagement de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, qu'elle a ratifiée en 2012, et dont l'article 27 demande notamment de "favoriser l'emploi de personnes handicapées dans le secteur privé en mettant en œuvre des politiques et mesures appropriées, y compris le cas échéant des programmes d'action positive, des incitations et d'autres mesures", ainsi que de "promouvoir des programmes de réadaptation technique et professionnelle, de maintien dans l'emploi et de retour à l'emploi pour les personnes handicapées."

L'Union Européenne a ratifié cette même Convention en 2010.

## Opération Atalante de lutte contre la piraterie



Une nouvelle passation de commandement de l'Opération Atalante a eu lieu le mardi 6 octobre 2015 entre le navire espagnol GALICIA et le navire italien CARABINIERE au large des côtes de la Somalie en présence du Commandant en chef adjoint de l'Opération Atalante, l'amiral Müller-Meinhard, la précédente passation ayant été organisée à Djibouti le mercredi 6 mai 2015 à bord du navire néerlandais Johan de Witt. A l'occasion de cette passation de commandement, l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Djibouti, M. Joseph Silva, avait rappelé que « la mission Atalante reste déterminée à lutter contre la menace des pirates dans la région et à travailler en étroite coopération avec les autorités djiboutiennes et régionales », rappelant que « La mission a été lancée en 2008 afin de dissuader et d'empêcher les actes de piraterie au large des côtes de la Somalie, et pour protéger les navires vulnérables. Aujourd'hui, cette menace n'a pas disparu car, si le modèle sur lequel les pirates opèrent est affaibli, il existe toujours, nous obligeant à rester vigilants. »

Le 12 janvier 2016, suite à la décision de la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le Commissaire Colonel Mohamed Elmi Moussa, Chef du cabinet militaire de la présidence, le Colonel Wais Omar Bogoreh, Commandant de la Garde-côtes et le Capitaine Ali Elmi Bouh, officier opérations de la Marine, ont reçu la Médaille de la Politique de sécurité et de défense de l'Union Européenne. La cérémonie, qui a eu lieu à bord de la frégate italienne Carabiniere a été présidée par le vice-amiral Stefano Barbieri, Commandant de la force Atalante et l'Ambassadeur de l'UE à Djibouti, Joseph Silva. La prestigieuse décoration récompense la bonne coopération entre l'opération européenne Atalante et les autorités djiboutiennes depuis 2009 pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes.



ATALANTE travaille en étroite coopération avec les autres forces navales et aéronavales présentes sur zone. Alors qu'en 2010, 174 attaques de pirates avaient eu lieu dans la région et près de 50 navires de commerce pris en otage, ATALANTE a contribué à ramener en 2014 ce chiffre à 2 attaques avec aucun navire capturé par les pirates. En 2015, aucune attaque n'a eu lieu.

Le mandat de l'Opération ATALANTE a été, fin 2014 jusqu'à la fin de 2016, élargi à une contribution des forces d'ATALANTE à l'approche globale de l'Union Européenne dans la Corne de l'Afrique.



L'opération ATALANTE se compose de plusieurs navires en mer (en ce moment des navires espagnols, allemands et italiens), ainsi que d'avions de patrouille maritime basés à Djibouti, et d'un détachement armé qui protège les navires du Programme Alimentaire Mondial (1 million de tonnes convoyées) desservant la Somalie. Depuis son lancement en 2009, ATALANTE a permis la condamnation de près de 130 pirates.





**Délégation de l'Union Européenne en République de Djibouti  
et auprès de l'IGAD**

***Adresse postale***

Quartier du Héron  
B.P. 2477 - DJIBOUTI

***Téléphone***

+253 21 35 26 15

***E-mail***

[delegation-djibouti-pressinfo@eeas.europa.eu](mailto:delegation-djibouti-pressinfo@eeas.europa.eu)

***Site internet***

[http://eeas.europa.eu/delegations/djibouti/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/djibouti/index_fr.htm)

***Facebook***

<http://on.fb.me/1iDywrB>

***Twitter***

<https://twitter.com/UEJosephSilva>